



Listes ESPOIR

Enseignement supérieur public ouvert, inclusif et rassembleur

Intersyndicale CGT FERC Sup - SNASUB-FSU – SNCS-FSU - SNESUP-FSU – SUD Éducation
et des non-syndiqué-es

Retrouver les listes et le programme détaillé : <http://espoir-ul.fr/>
espoir-contact@univ-lorraine.fr et contact@espoir-ul.fr

Communiqué de Presse

Avec la fin du mandat de Pierre Mutzenhardt, premier président de l'université de Lorraine, c'est un cycle qui s'achève pour notre communauté et un nouveau cycle qui débute. **Enseignant-es chercheur-es, enseignant-es, chercheur-es, personnels Biatss, titulaires et contractuel-les, nous nous sommes rassemblés en intersyndicale ouverte aux non syndiqué-es.**

Notre engagement dans l'élection qui vient commence par un double constat.

Le premier, c'est qu'une même vision de l'université a gouverné pendant cette période : celle de l'accompagnement de la politique mise en place par les différents gouvernements. Cette logique d'accompagnement se prévaut du pragmatisme, mais en réalité elle fait de nous les acteurs d'une partition écrite par d'autres, engendrant souffrance et frustration. Nous souhaitons rompre avec cette logique en redonnant de manière rationnelle la place aux femmes et aux hommes qui sont l'Université.

Le deuxième constat, c'est que la complexité institutionnelle et territoriale de l'université de Lorraine, ainsi que sa taille, font obstacle à une projection des individus dans cette entité. Les dix années que nous venons de vivre ne peuvent être ignorées, et nous prenons acte des transformations qu'elles ont déjà entraînées dans nos manières de fonctionner.

Les directions de nos universités sont aujourd'hui les courroies de transmission des décisions politiques, aveugles aux enjeux et aux véritables missions des universités. Depuis toujours, le constat est partagé que la recherche et l'enseignement supérieur sont les éléments clés du développement

de la société et du progrès social. Pour assurer ce rôle, des moyens à hauteur de 3 % du PIB sont nécessaires. Depuis plus de vingt ans, les politiques cassent les modes de fonctionnement par un sous-investissement organisé, responsable de la pénurie généralisée, notamment en termes d'emplois et de moyens dans l'université. Les premières victimes sont les étudiant-es. Les conditions de travail et l'activité de recherche font également les frais de cette politique. Le dernier épisode aura été la LPR (Loi de Programmation de la Recherche) qui peine à maintenir les budgets de l'enseignement supérieur et de la recherche au niveau de l'inflation, défait les statuts et généralise la précarité.

Nous souhaitons avant tout rompre avec la pensée néo-managériale et néo-libérale, qui démontre tous les jours son inefficacité et ses effets nuisibles. Nous devons trouver des fonctionnements qui rompent avec la compétition entre les individus, les composantes, les établissements, et plus encore avec la compétition entre nos missions. Nous ne sommes pas des entrepreneur-ses de nous-mêmes devant optimiser nos décisions et nos investissements. Nous voulons travailler au bénéfice d'une Université de Service Public, respectueuse des personnels et des étudiant-es.

Nous nous engageons dans cette campagne en constituant un **collectif rassemblant les différents personnels de l'établissement sur des listes aux différents conseils centraux et au sénat académique. Elles sont composées de femmes et d'hommes convaincus que d'autres politiques sont possibles et souhaitables pour une université ouverte, inclusive et rassembleuse.**

L'université doit conserver sa dimension universelle et émancipatrice, respecter les disciplines et les territoires, rompre avec la défiance, renouer avec un fonctionnement démocratique et collégial.

NOTRE PROGRAMME EN 5 POINTS

1 - Rompre avec la concurrence généralisée pour une université de service public

- Procéder à des recrutements sur statuts nationaux
- Rompre avec la répartition budgétaire sous forme d'appels à projets
- Rompre avec l'individualisation par les traitements et par les primes
- Refuser les hausses des frais d'inscription et les frais différenciés pour les étudiant-es étranger-es
- Intégrer l'I-SITE LUE dans le fonctionnement de l'université au service de tou-t-es
- Cesser de faire reposer les contraintes budgétaires mutualisables sur les composantes (participation aux fluides, améliorations du bâti, réparations, primes, CET, etc.)

2 - Améliorer les conditions de travail et les conditions d'études

- Revenir à un fonctionnement basé sur la confiance
- Apporter une réponse institutionnelle à la question du harcèlement moral, sexiste et sexuel systémique qui concerne tous les personnels et les usager-es
- Refuser la sélection, accueillir et accompagner le plus grand nombre d'étudiant-es, faire fonctionner l'université pour ses usager-es et non pour son administration et ses indicateurs
- Réduire la précarité et la sous-traitance : titulariser ou stabiliser un maximum de personnels précaires, ouvrir les postes gelés et mener une politique de recrutement pour les enseignant-es, les enseignant-es-chercheur-ses et les personnels BIATSS
- Organiser le temps de travail et les modalités du (télé)-travail pour toutes et tous en respectant la diversité des situations, faire appliquer le droit à la déconnexion
- Respecter et suivre les recommandations du CHSCT et de l'instance qui lui succédera
- Restaurer des services communs : action sociale, SUMMPS, SUAPS, vie des personnels...

3 - Remettre les libertés académiques et la connaissance au centre de l'université

- Renforcer l'élaboration et la transmission des savoirs disciplinaires et interdisciplinaires, rejeter l'idéologie de l'approche par compétences
- Refuser les évaluations chronophages et bureaucratiques du type HCERES qui se résument à des indicateurs et tournent le dos à la science
- Rendre du temps aux personnels et réconcilier les missions d'enseignement et de recherche
- Respecter les spécificités disciplinaires et cesser de déployer un modèle unique, travailler à la

reconnaissance des CNU dans l'organisation de la recherche

- Maintenir le recours aux instances nationales (qualification, congés de recherche, promotion, etc. pour les enseignant-es-chercheur-ses, concours pour les personnels BIATSS)
- Respecter les franchises universitaires

4 - Démocratiser le fonctionnement de l'université de Lorraine

- Sortir du statut de grand établissement pour que l'université de Lorraine devienne une université
- Dans l'attente : travailler à la réécriture du décret pour réviser la composition des conseils centraux (diminuer les extérieurs et augmenter la représentativité des personnels) et créer des contre-pouvoirs au CA notamment un conseil académique
- Immédiatement : utiliser le sénat académique comme instance d'orientation de la politique de l'établissement
- Ne pas laisser le ou la président-e seul-e décisionnaire des orientations politiques ; décentraliser les prises de décision : responsabilité fonctionnelle aux directeurs et directrices de pôles scientifiques et de collègiams, prérogatives pour les conseils de composante et laboratoire
- Assurer la représentativité des territoires, notamment l'équilibre entre les sites de Nancy et de Metz, et des secteurs disciplinaires, tant dans les instances qu'aux postes de décision
- Respecter les avis des conseils consultatifs (CS, CF, CVU, Sénat Académique) et des instances représentatives des personnels (CT, CHSCT puis les instances qui leur succéderont), repenser les prérogatives des CPE (avancement des personnels BIATSS)
- Assurer la transparence de la vie académique : budget, CR des conseils (centraux et composantes), accessibilité des données numériques de l'université (bilan social, budget, observatoire de la vie étudiante...)

5 - S'engager dans les transformations de la société

- Faire reconnaître la place de l'université, du savoir et des sciences dans la société
- Défendre les libertés démocratiques et collectives, contribuer à la formation critique et émancipatrice des citoyen-n-es-travailleur-ses
- Lutter à tous les niveaux contre le dérèglement climatique
- Participer à la science ouverte : développer la publication ouverte, la publication des jeux de données et mettre en place une architecture pour l'animation et la publication de revues en ligne, déployer et utiliser des logiciels libres

LES PREMIERS MEMBRES DES LISTES ESPOIR

AMBLARD Maxime, MCF HDR, Sciences et technologies, Nancy
BERCHE Bertrand, PU, Sciences et technologies, Nancy
BEY Frédérique, IE, 2L2S, Nancy
BLERON Laurent, PU, Sciences et technologies, Epinal
BOURLANGE Sylvain, MCF, Sciences et technologies, Nancy
BOUTET Flavien, MCF, Santé, Nancy
CAROF Antoine, MCF, Santé, Nancy
CHARTON William, Enseignant, LSHS, Nancy
CHAROY François, PU, Sciences et technologies, Nancy
CLAUSEL Marianne, PU, LSHS, Nancy
CROUVEZIER Annelise, ATRF, UFR SHS, Metz
DELHUMEAU Florian, Tech, DLI, Metz
DEUTSCH Catherine, PU, LSHS, Metz
DORKEL Nicolas, IE, LOTERR, Metz
DUFOUR Julien, IE, DAPEQ, Nancy
ENGELS-DEUTSCH Marc, PU-PH, Santé, Nancy
GALLORO Piero, PU, LSHS, Metz
GARET Olivier, PU, Sciences et technologies, Nancy
GOURMELEN Elisabeth, ATRF, DEA, Metz
GRECO Luca, PU, LSHS, Metz
GREGORI Nicolas, MCF, LSHS, Nancy
GRUSON Caroline, PU, Sciences et technologies, Nancy
HIGELE Jean-Pascal, MCF, LSHS, Autres sites
HORN Odile, MCF, Sciences et technologies, Metz
JACQUOT Lionel, PU, LSHS, Nancy
KANNY Gisèle, PU-PH, Santé, Nancy
KHIM Veasna, MCF, DEG, Metz
KLEIN Benoît, AAE, DAJ, Nancy
LAWSON Sophie, PU, LSHS, Nancy
L'ETANG Marie, IE, INSPE, Nancy
MARCANELLA Elise, MCF HDR, DEG, Epinal
MARIOTTI Nadège, PRCE, LSHS, Metz
MELY Patricia, Enseignante, Sciences et technologies, Metz
MINIER Marine, PU, Sciences et technologies, Nancy
MONTEBELLO Fabrice, PU, LSHS, Metz
OLMOS Eric, PU, Sciences et technologies, Nancy
OMHOVERE Gwenaëlle, ATRF, IAE, Metz
OSTER Thierry, PU, Sciences et technologies, Metz
PARTY Rémy, AAE, DRH, Nancy
RAMDANI Karim, DR, Sciences et technologies, Nancy
REBUSCHI Manuel, MCF HDR, LSHS, Nancy
REMY Matthieu, MCF, LSHS, Nancy
RIHN Bertrand, PU, Santé, Nancy
SANDANASSAMY Victor, TECH, DLI, Nancy
SCARPA Marie, PU, LSHS, Metz
SENDID Saïd, ASI, UFR SHS, Nancy
SINIGAGLIA-AMADEO Sabrina, MCF, LSHS Metz
TCHOLAKOVA Albena, MCF, LSHS, Nancy
TEILLAUD Monique, DR, Sciences et technologies, Nancy
THOURET Clotilde, PU, LSHS, Nancy
UNTERBERGER Jérémie, MCF HDR, Sciences et technologies, Nancy
VOLERY Ingrid, PU, LSHS, Nancy
VIATOUX Arnaud, ATRF, SUMPPS, Nancy

SÉMINAIRE ESPOIR SUR L'ÉTAT DE L'ESR

A l'occasion de ces élections, nous organisons le séminaire ESPOIR sur l'état de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) en France. Il rassemble des spécialistes du financement de l'ESR, des statuts des personnels et des collègues en responsabilité. Il permettra d'établir un diagnostic sur l'ESR en général et l'Université de Lorraine en particulier, et d'alimenter le débat sur les enjeux pour notre communauté.

Toutes les séances se tiendront en visio-conférence sur TEAMS et seront ouvertes à tous les personnels de l'Université de Lorraine. Le séminaire se déroulera deux fois par semaine pendant le mois de mars 2022, le mardi de 13h30 à 15h et le jeudi de 16h à 17h30.

Mardi 01.03 13h30 - 15h00

Présentation du collectif ESPOIR

Jeudi 03.03 16h00 - 17h30

Pierre-Emmanuel Berche, MCF en physique, membre du BN du SNESUP
20 ans de transformation de l'ESR

Mardi 08.03 13h30 - 15h00

Hugo Harari Kermadec, PU sociologie, membre du collectif ACIDES
Politiques d'excellence et polarisation sociale, le cas de l'UL

Jeudi 10.03 16h00 - 17h30

Fanny Gallot, MCF histoire contemporaine
Les discriminations dans l'ESR : quels enjeux, quels leviers ?

Mardi 15.03 13h30 - 15h00

Pierre Ouzoulias, CR CNRS en archéologie, sénateur PCF
Titre à venir

Jeudi 17.03 16h00 - 17h30

Appel national à grève et manifestation interprofessionnelle par les organisations syndicales et organisations de jeunesse – annulation de la séance

Mardi 22.03 13h30 - 15h00

Julien Gossa, MCF informatique, créateur de CPESR
L'Université de Lorraine vue au travers des données

Jeudi 24.03 16h00 - 17h30

Christophe Fouqueré, PU informatique, président Paris 13
USPN ou comment gérer une université dans un maelstrom d'AAP

Mardi 29.03 13h30 - 15h00

Caroline Ibos, PU sociologie
Titre à venir

Jeudi 31.03 16h00 - 17h30

Anne Roger, secrétaire nationale du SNESUP
Titre à venir

